

Compte-rendu CE du 18 mars 2009

1 Approbation du PV du 6-01-2009

Le procès verbal du conseil d'établissement du 6 janvier 2009 est voté à l'unanimité.

2 Projet d'établissement (2ème phase)

Il s'agit de traduire chaque dimension du texte en axes de travail. Ce sera l'objet d'un après-midi banalisé le jeudi 26 mars 2009 où participeront tous les enseignants et les représentants des parents au conseil d'établissement et conseil de second degré.

Des précisions sur les ateliers thématiques seront communiquées ultérieurement.

Les délégués de classe (élèves) ainsi que leurs suppléants ne participeront pas.

La troisième phase de l'élaboration du projet d'établissement consistera à rédiger des fiches actions.

3 Le calendrier 2009-2010

Si le Lycée ouvre le 2 septembre, compte tenu des jours fériés avec deux semaines de vacances en automne, en décembre et au printemps, cela nous amènera à fermer le Lycée le 30 juin 2010. Il n'y aura donc pas à diminuer la durée des petites vacances.

Vote : Approuvé à l'unanimité

4 Mise en place d'études surveillées.

Un mail prévenant de leur mise en place a été envoyé à tous les parents d'élèves pendant les vacances de février.

Ces études surveillées sont encadrées par des parents bénévoles. Un casier avec cadenas a été mis à disposition.

Elles ont débuté le 16 mars et se déroulent du lundi au jeudi. Des élèves sont inscrits mais il y a eu beaucoup d'absentéisme cette semaine peut-être dû à un changement de salle et à un manque d'information des parents des élèves concernés.

Un système à la carte a été décidé : par exemple, un élève peut être inscrit tous les jeudis ou tous les lundis et jeudis ...

5 Rentrée 2009, pédagogie

a) Enseignement de l'anglais

En primaire :

L'inspecteur d'anglais recommande d'avoir au maximum deux groupes dans une classe. Les enseignants d'anglais auront donc les classes en demi-groupes au CE1 et au cycle 3, demi-groupes qui seront de niveaux hétérogènes (suppression des groupes de niveaux)

L'an prochain, chaque élève disposera d'1h30 d'anglais par semaine, soit deux fois 45 minutes par demi-groupe.

Cela nécessite deux fois plus d'heures d'anglais dispensées à l'école primaire.

Ces modifications vont dans le sens du projet d'établissement qui met l'accent sur l'enseignement de l'anglais.

La modification déterminante à la rentrée prochaine sera la délocalisation de l'ensemble de l'école primaire (à confirmer) qui permettra le regroupement de tous les niveaux du primaire. Par contre, les services mixtes entre les deux sites seront plus difficiles.

Au collège :

Les élèves d'une classe sont actuellement répartis en trois groupes hétérogènes 2 heures par semaine et en groupes de niveau par compétence 1h par semaine, sauf les 6^{ème} qui ont 4h dont 1 par compétence.

Proposition :

En 6^{ème} : 4 heures d'anglais (horaires officiels) dont 3 h en groupe-classe et 1 h en classe dédoublée.

En 5^{ème}, 4^{ème} et 3^{ème} : 3 heures semaine dont 2 en groupe-classe et 1 h en classe dédoublée

Au lycée, pas de changement dans les horaires.

Pour avoir la mention européenne au baccalauréat, il faut commencer le renforcement de l'anglais en 4^{ème}.

Les professeurs demandent si ces changements auraient des incidences en termes de suppressions de postes M. le Proviseur répond qu'il n'y aura pas d'incidences sur les personnes mais que les heures d'enseignement seront réparties différemment : accroissement du volume horaire en primaire, diminution au collège, renforcement en seconde. 74,5 d'anglais sont dispensées aujourd'hui dans l'établissement, 80 heures le seront l'an prochain.

Les professeurs demandent s'il y aurait une sélection à l'entrée en classe européenne.

M. le Proviseur répond que l'accès sera ouvert à tous.

Les besoins en postes d'anglais :

- 3 postes à Anna de Noailles plus 5 heures
- 1 poste sur le site primaire plus 10 heures

b) Enseignement du roumain :

M. le Proviseur a insisté sur deux points. Premièrement, il estime l'actuel fonctionnement par groupes de niveaux (débutants, moyens, confirmés) inadéquat. Un autre dispositif serait meilleur qui réunirait tous les débutants 2 heures par semaine. Ceux-ci rejoindraient l'année suivante les niveaux non débutants. Un système identique serait instauré dans le primaire, au collège et au lycée.

Secondement, tous les élèves, y compris les lycéens doivent pouvoir accéder à un apprentissage du roumain, ce qui actuellement n'est possible à partir de la seconde que pour les roumanophones. Ce contact avec le roumain qui sera bénéfique à tous les élèves en termes de compétence acquise, est une nécessité si les élèves veulent être autorisés à rejoindre le système roumain.

Cela supposera le recrutement d'enseignants supplémentaires. M. le Proviseur y réfléchit, en concertation avec les professeurs de roumain.

c) Les options :

Certains élèves suivent 9 heures de cours par jour en raison du nombre d'options .Or, seules 8 heures de cours par jour sont autorisées.

Par ailleurs, actuellement, 35 heures de cours se déroulent devant 6 élèves ou moins.

Pour des raisons de coût, les cours à faibles effectifs ne peuvent être maintenus que lorsque c'est opportun, comme il en est pour la filière L par exemple. Certaines options, qui relèvent d'un choix des élèves mais qui ne sont pas déterminantes, pourront alors être supprimées si elles réunissent trop peu d'élèves.

Pour la rentrée prochaine, les mêmes options que cette année seront proposées mais suivant le nombre d'élèves, l'ouverture de chacune de ces options sera décidée ou non.

Les parents demandent si les options actuellement enseignées en 1^{ère} seront reconduites en Terminale.

Monsieur le Proviseur répond : oui, une option commencée est maintenue l'année suivante.

d) Accueil des élèves roumains non francophones

- **Maternelle** : M. Chékir souhaite modifier le rôle des assistantes maternelles (ASEM) afin d'améliorer l'accueil des élèves roumains qui devraient constituer à terme 40% des effectifs attendus. L'idée classiquement reconnue est que la maîtrise d'une seconde langue présuppose la maîtrise par l'enfant de sa langue maternelle. L'ASEM aura donc pour rôle d'accueillir en classes de maternelle les nationaux pour faciliter le lien entre les deux langues. Son travail s'effectuera en concertation avec l'enseignante en charge de la classe (préparation de séquences avec l'assistante maternelle). C'est en réalité donner forme à une situation qui existe déjà de façon informelle. L'apprentissage du roumain pour les non roumanophones commence, lui au CP.

- **Primaire** : un des axes prioritaires du nouveau projet d'établissement est dans le cadre de la mission de coopération éducative qui est celle du LFB, d'accueillir et de former de plus en plus de jeunes Roumains. On ne touchera pas à la structure déjà existante qu'est le FLS. Cependant, le projet serait de mettre en place pendant six mois un dispositif d'enseignement du français visant à assurer la mise à niveau des élèves en français, à raison de six heures par semaine, à la suite de quoi ils réintégreraient leur classe d'origine. Ceci devrait permettre d'accueillir plus d'élèves roumanophones. Actuellement, l'entrée au LFB est soumise à partir de la GS à des tests de langue.

Les parents demandent pourquoi ne pas ouvrir ce dispositif aux élèves non roumanophones ?
M. le Proviseur répond qu'un élève de sept ou huit ans qui ne parlerait ni le français, ni le roumain ne pourrait intégrer le lycée français. Les enfants au carrefour de plusieurs langues peuvent bien vivre cette multiplicité mais chez certains elle sera source de mal-être et d'échecs.

Les professeurs demandent quel serait le profil de l'enseignant en charge des enfants ?

M. LOSTANLEN répond que ce sera un enseignant de FLS.

6. Rentrée 2009 : perspectives de déménagement :

. Le lycée ne sera évidemment pas construit à la rentrée 2009. Cependant, il est envisagé de louer à Baneasa un terrain qui accueillerait des structures modulaires de qualité destinées au primaire. Ce projet sera finalisé fin Mars.

Un ramassage scolaire, y compris pour les enseignants serait mis en place. Une réponse sera donnée fin Mars par le comité de gestion.

Les parents ont souhaité savoir combien de temps cette situation durerait. Le Proviseur estime à trois ans la durée de celle-ci, ce qui n'engendrerait pas de surcoût. Il ne serait pas question néanmoins de revenir à la semaine de quatre jours pour des questions d'équilibre des journées travaillées des enfants, et l'interdiction de notre hiérarchie de mettre en place cette mesure.

7. Nouveau Lycée : point sur la situation

La loi 31 attribuant un terrain au lycée français a été votée. Le processus est en marche : autorisations d'accès, permis de construire, enquête de viabilité

8. Travaux réalisés ou programmés :

- **Délocalisation de la reprographie dans la loge.** Une nouvelle photocopieuse est prévue en salle des professeurs, l'ancienne n'étant plus en état de marche. La question se pose de l'achat ou de la location d'une photocopieuse. Des plafonds seraient instaurés pour éviter son usage pour de forts tirages. Pour le primaire, les montages peuvent être effectués à la BCD. Les enseignants estiment que cette délocalisation pose des problèmes de fonctionnement et les obligent à se déplacer beaucoup et à faire des allers et venues lorsqu'ils utilisent les ouvrages du CDI, en particulier des manuels.

Les professeurs souhaiteraient pouvoir disposer d'un scanner en salle des professeurs. Le coût en serait faible.

- Sont programmés **l'installation de la climatisation et le changement des fenêtres, dans le bâtiment B.**

9. Questions diverses :

1) *Classe de neige des 5^{ème} A et B :*

Faute de neige le séjour des 5^{ème}B a dû être annulé.

2) *Des contrôles ont eu lieu lors du séjour à la montagne.*

Les parents souhaiteraient que soient privilégiées à cette occasion, les activités sportives. Le Proviseur répond que c'est une question d'équilibre et de choix pédagogiques.

3) *Quelle gestion des non-partants est proposée lors des voyages?*

Le Proviseur répond que les élèves non partants ne venaient pas toujours aux séances qui leur étaient proposées lorsque la situation s'est présentée. Le principe d'un voyage est la transplantation de la classe. Les élèves restants doivent s'adapter.

4) *Traitement des absences des professeurs :*

Actuellement, elles relèvent du carnet de correspondance si elles peuvent être anticipées (stages, séjours...). Le Proviseur propose d'utiliser « Pronote » ou un autre dispositif accessible depuis le site.

5) Annulation des cours d'EPS pour des questions de météo défavorable.

Les parents souhaiteraient que les élèves ne soient pas simplement libérés.

M. LOSTANLEN répond que faute de locaux, il n'est pas possible de mettre en place des cours substitutifs qui intégreraient par exemple, un travail sur vidéo . Mais il note la nécessité d'une modification à prévoir dans le règlement : l'inscription d'une spécificité qui permettrait de libérer les élèves en cas de suppression du cours d'EPS.

6) Piscine :

Les parents constatent un très important absentéisme lors de cette activité.

7) Quel est le délai raisonnable attendu pour la remise des copies par les professeurs ?

Les professeurs répondent qu'il est très variable suivant la discipline, le niveau des élèves (collège ou lycée), le nombre d'élèves, le rythme de travail du professeur (une évaluation par semaine ou une par mois...). Le temps de correction peut être très important. Il n'est pas rare de passer 45mn ou 1 heure sur une copie de terminale, vous multipliez ensuite par le nombre d'élèves, vous ajoutez le travail de correction qui peut être conséquent et le temps de préparation de cours. Les professeurs estiment que ceux-ci font toujours en sorte de réduire le temps de correction pour accroître l'efficacité pédagogique de leur enseignement. On peut estimer qu'un délai raisonnable serait d'une semaine à quinze jours.

8) Stages pour les élèves de 3^{ème} :

Les parents souhaitent que les conventions de stage soient établies désormais en trois et non plus en deux exemplaires : entreprises, élèves + parents.

M. le Proviseur donne son accord à cette demande des parents.

Les parents demandent si les stages ne pourraient pas être organisés plus tôt dans l'année ?

M. le Proviseur répond que les premier et deuxième trimestres sont chargés au niveau pédagogique. On peut toutefois envisager qu'ils débutent à partir du mois de Février..

9) Documents officiels :

Les parents souhaitent que les documents officiels concernant leur enfant, soient remis en mains propres à l'élève ou conservés à la vie scolaire en cas d'absence. Ils ne veulent pas que ces documents soient confiés à un camarade qui peut les perdre.

10) Aides aux élèves en difficultés :

Plusieurs dispositifs ont été mis en place.

- Les études dirigées sont encadrées par Mme Cian, Alexandra Mocanu et Nicolas Jambon. Elles sont prises en charge par le comité de gestion. Elles concernent deux groupes par jour. Elles incluent une aide méthodologique aux devoirs, l'élève étant estimé ne pas avoir une autonomie suffisante dans la gestion de son travail personnel. Le travail est effectué en collaboration avec le professeur principal.
- Le préceptorat est assuré par Mihaela Proca mais financé par la famille. Actuellement un seul élève en bénéficie.

11) Représentations d'Esther :

Les parents ont souligné la qualité et l'impact positif du projet tant en termes d'image de marque pour le lycée qu'au niveau du comportement des élèves au sein de leur classe. La coopération avec les chœurs roumains a été particulièrement appréciée.

Les parents se sont interrogés sur le maintien de devoirs durant les représentations.

Les professeurs ont répondu que dans la mesure du possible les devoirs avaient été déplacés, mais on ne peut interrompre une progression pendant toute une semaine dans un groupe classe sachant que les élèves concernés étaient soit peu nombreux dans une classe, soit pour la plupart de bons élèves à qui il était donné la possibilité de réaliser un autre devoir.

12) Dates du baccalauréat :

L'organisation de la semaine des examens est à l'étude pour le secondaire. Le primaire fonctionnera normalement.

Les parents se sont montrés sceptiques sur le maintien des classes en primaire.

M. LOSTANLEN a répondu que l'emplacement des salles d'examen dans le bâtiment A à l'étage garantissait de bonnes conditions de réalisation des épreuves. Les salles sont suffisamment isolées du bruit de la cour.

La séance est levée à 22H.